



**HAL**  
open science

# “L’incendie de Salonique en août 1917 : discours et pratiques autour d’un événement tournant de l’histoire de la ville ”

Nicolas Pitsos

## ► To cite this version:

Nicolas Pitsos. “L’incendie de Salonique en août 1917 : discours et pratiques autour d’un événement tournant de l’histoire de la ville ”. Jean-Paul Bled, Jean-Pierre Deschodt. La terre, l’or et le sang - L’année 1917, Editions S.P.M., p.305-315, 2018, 978-2-917232-80-4. hal-03996334

**HAL Id: hal-03996334**

**<https://hal.science/hal-03996334>**

Submitted on 19 Feb 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Titre : «L'incendie de Salonique en août 1917 : discours et pratiques autour d'un événement tournant de l'histoire de la ville »**

« Salonique n'est vraiment elle-même qu'au déclin de l'après-midi, lorsque la place de la Liberté retentit des cris des vendeurs qui annoncent : *Indépendant, Nea Alithia*. Les feuilles, encore humides, dont l'encre déteint sur les doigts qui les déplient, sont enlevées en quelques minutes et vont porter partout les nouvelles souvent douteuses. Que de paroles mystérieuses sont chuchotées autour des tables de café ! A six heures, le bout de la rue Venizelos, la place de la Liberté, le quai jusqu'à la rue de Salamine, sont vraiment le cœur de la cité, où la vie afflue et palpite. Les belles dames (...) apparaissent alors, parées de toilettes claires, au balcon du Cercle, à la terrasse de l'Olympos ; devant la pâtisserie Floca. (...)»<sup>1</sup>.

C'est ainsi que Marcelle Tinayre saisissait dans ses récits de voyage, publiés dans la *Revue des deux mondes* en 1917, l'ambiance de Salonique d'hier, pour paraphraser l'ouvrage connu de Stephan Zweig. Quelques mois après son séjour dans la belle du golfe Thermaïque, un désastre allait frapper cette ville et réduire aux cendres des lieux de mondanité et de sociabilité décrits par l'écrivaine française. Certes, le centre ville de Salonique, construit essentiellement en bois, était fréquemment soumis à des incendies, le dernier en date à l'époque ottomane remontant en septembre 1890. Rien de comparable, toutefois à l'incendie qui ravagea la « Jérusalem des Balkans », pendant deux jours entre le 18 et le 19 août 1917.

L'objectif de cette étude, est d'aborder cet événement qui marqua de manière indélébile la société locale et l'espace urbain, comme observatoire d'une société, révélateur de tensions internes et déclencheur de dynamiques socio-spatiales, inscrites dans un contexte géo-historique plus large, celui de la dernière étape de la question d'Orient. Suite à une présentation de l'événement-incendie en soi dans un premier temps, il s'agit de reconstituer d'un côté, les débats autour de son avènement, tout en retraçant d'un autre côté, ses conséquences plus ou moins immédiates et/ou durables.

---

<sup>1</sup> Marcelle Tinayre, « Un été à Salonique », *Revue des Deux Mondes*, 1917, n°41, p.549-550.

## Contexte historique

Mais, tout d'abord, esquissons en quelques mots le tableau sociohistorique de la ville de Salonique à la veille de cet événement, véritable tournant dans son histoire. Au début du XXe siècle, Salonique se trouvait au cœur d'un vilayet ottoman, au carrefour de voies maritimes et ferroviaires, connaissant un important processus d'industrialisation qui en fit le poumon économique des possessions du sultan dans la péninsule balkanique<sup>2</sup>.

A côté de sa place en tant que moteur de l'économie de l'État ottoman, Salonique fut aussi le laboratoire de mouvements sociaux et le berceau d'une révolution, celle des Jeunes-Turcs, qui en juillet 1908, instaura la monarchie constitutionnelle, véhicula le concept de l'ottomanisme, et proclama l'égalité au sein de l'Empire pour tous ses sujets, indépendamment de leur appartenance confessionnelle, ou au-delà de tout regroupement au sein de millets, pilier de l'organisation de la société ottomane d'antan. En même temps, le vent de libéralisation, ne serait-ce qu'éphémère qui souffla sur la ville, permit au mouvement ouvrier de se structurer et de s'engager dans des luttes sociales. C'est dans cette optique que vit le jour à Salonique, le premier syndicat ottoman, sous le nom de «Fédération socialiste ouvrière»<sup>3</sup> dirigée par Abraham Benaroya<sup>4</sup>.

Pourtant, l'éloignement des Jeunes-Turcs des principes de fraternisation et de démocratisation ainsi que les bouleversements socioéconomiques dus aux guerres balkaniques de 1912-1913, ont entraîné une agitation politique et ont accru les tensions intercommunautaires. Au lendemain de la capitulation de la ville la plus européenne de l'empire ottoman, selon Sam Lévy<sup>5</sup>, ancien directeur du *Journal de Salonique*, sa population dominante est de confession judaïque, descendante des émigrés-expulsés de la péninsule ibérique aux XVe-XVIe siècle, et accueillie par les sultans ottomans de l'époque. A l'occasion de la première guerre balkanique, la ville surnommée, 'madre d'Israël', est occupée par les armées bulgare et grecque et finalement, officiellement annexée au royaume hellénique par le traité de Bucarest en août 1913. Cette annexion, contestée par les adversaires-concurrents de la Grèce dans les Balkans et au-delà, l'était aussi par une partie importante de la population locale, qui s'inquiétait de son intégration dans l'État grec. Afin d'apprivoiser ces appréhensions, tout en démontant les arguments de ses concurrents dans la région et dévoilant leurs visées expansionnistes, l'État grec ne

---

<sup>2</sup> Sur la ville ottomane de Salonique au XIXe siècle, voir Méropi Anastassiadou, *Salonique, 1830-1912 : une ville ottomane à l'heure des réformes*, Leiden, Brill, 1997.

<sup>3</sup> Sur l'histoire de cette association socialiste ottomane, voir Paul Dumont, « La Fédération socialiste ouvrière de Salonique à l'époque des guerres balkaniques », *East European Quarterly*, Vol. XIV, n°4, 1980.

<sup>4</sup> Né dans une famille juive sépharade des Balkans ottomans, il est un des protagonistes de la création de la Fédération socialiste ouvrière, en judéo-espagnol *Federacion*, le parti socialiste le plus important de l'Empire ottoman. De 1910 à 1911, il dirige le journal socialiste, *Solidaridad Obradera*. Partisan de la neutralité de la Grèce pendant la Grande Guerre, il devient un des co-fondateurs du parti socialiste du travail de Grèce, ancêtre du parti communiste grec.

<sup>5</sup> Voir Sam Levy, « Salonique », *Le Temps*, 10 novembre 1912.

manqua pas de mettre en place ou de maintenir des dispositifs de gouvernance, censés rassurer ses nouveaux sujets, notamment ceux dont les pratiques religieuses et linguistiques n'étaient pas celles dominantes au sein de cette société.

Lorsque la Grande Guerre éclata, la ville devint à partir de 1916, le siège de l'Armée d'Orient et du gouvernement 'venizeliste', c'est-à-dire du parti interventionniste en Grèce. Pendant cette période, quasi un demi-million de soldats français, britanniques, serbes et grecs, étaient présents dans la ville et ses faubourgs, notamment dans le camp militaire de Zeïtenlik<sup>6</sup>. Après l'abdication du roi Constantin en juin 1917, Venizélos retourna à Athènes, en laissant derrière lui, une ville agitée par des tensions entre 'constantinistes' et venizelistes, Français et Anglais, chrétiens orthodoxes, catholiques, juifs, ou musulmans, et pour couronner le tout, entre les instances civiles et le commandement militaire.

### **Déroulement de l'incendie**

C'est dans ce contexte que le feu déclenché le 18 août vers 15 heures, dans un quartier, au Nord-Ouest de la ville, se répandit rapidement aux maisons voisines construites en planches et en torchis. Poussé par un vent violent, l'incendie se propagea rapidement. Après avoir embrasé toute la rue Egnatia, le *decumanus* de la cité romaine, ligne de démarcation de la haute ville et du centre, le feu se dirigea en diagonale vers la Tour Blanche, vestige emblématique des anciennes fortifications, démolies à la fin du XIXe siècle pour permettre à la cité son ouverture au commerce maritime. Il se développa en même temps vers le quartier musulman et vers le marché couvert et le quartier 'franc'. Les flammes s'engouffrèrent par la suite dans la rue Venizelos, où se trouvaient les principaux lieux de commerce et aboutit directement sur les quais. Quelques instants plus tard l'incendie dévastait tous les hôtels, cafés restaurants sur son chemin et reprenait sa course des quais vers la Tour Blanche où ce front s'arrêta. Pourtant, de la Place de la Liberté un autre foyer s'étendait de l'autre côté du front de mer, nous informe le consul français, « menaçant le quartier général de l'armée française, la douane et les dépôts. C'était le plus terrible danger de cette catastrophe, c'était la famine »<sup>7</sup> se rappelle-t-il. L'incendie put être heureusement maîtrisé à quelques mètres à peine du quartier général, dans la nuit du 19 août. Seuls, la ville haute, les faubourgs et une partie du quartier franc étaient restés intacts.

### **Sur l'étiologie de l'incendie et son ampleur**

Ainsi après avoir restitué la topographie de la trajectoire de l'incendie, pourrait-on s'interroger sur les raisons de son ampleur et de l'étendue de ses effets dévastateurs. Les conditions climatiques, telles que la sécheresse prolongée ayant précédé l'incendie ou

---

<sup>6</sup> Sur l'armée d'Orient, voir Francine Saint-Raimond-Roussanne, « La campagne d'Orient, 1915-1918. Dardanelles-Macédoine, d'après les témoignages des combattants », thèse, Paris I, 1997.

<sup>7</sup> *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, ICPCOM/292, n°57, le consul à Salonique à Ribot, le 23 août 1917.

encore le vent fort qui l'attisa, ont été évoquées à la fois dans la presse contemporaine et elles ont également été prises en considération par les historiens qui ont étudié cette question<sup>8</sup>. La quantité d'eau limitée à Salonique, du fait que la plupart des réserves étaient utilisées par les camps militaires alliés, dans les faubourgs de la ville, a été aussi désignée comme facteur susceptible de rendre compte de la nature du désastre.

D'après Samuele Varsano, natif de Salonique, dont la famille a dû émigrer à Naples suite à cet événement, « une lourde responsabilité pèse sur les épaules du Général français Sarrail, commandant en chef des forces armées alliées au front de Salonique ; à cette époque, l'eau était coupée l'après-midi dans la ville pour ravitailler la flotte alliée dans la rade ; selon de nombreuses sources, même devant une situation si tragique, il aurait refusé de rendre l'eau à la ville pour éteindre l'incendie »<sup>9</sup>. Les mémoires de Samuele Varsano, contrastent toutefois, avec le rapport du consul français. Si l'on en croit le diplomate de la Troisième République, les autorités militaires Alliées auraient pris immédiatement « toutes les mesures possibles pour lutter contre le fléau. Des Sapeurs du Génie français faisaient sauter à la dynamite un certain nombre de maisons et les pompes amenées des navires français et anglais étaient mises en batterie »<sup>10</sup>, affirme-t-il dans sa correspondance avec le Quai d'Orsay.

En revanche, le consul français incrimine l'insuffisance du service des pompiers, l'absence de toute organisation préalable et de moyens défensifs, côté grec. Une telle approche résonne les voix qui s'étaient déjà élevées avant l'incendie auprès d'une partie de la population locale se plaignant de l'administration grecque. « Aussi, entendons-nous les habitants souhaiter qu'après la guerre la ville reste sous la tutelle des Alliés, plus spécialement les Français et des Anglais qui la sauvent de la ruine, où la mènera l'impéritie des Grecs »<sup>11</sup>, précise le diplomate français auprès de son ministre. De telles considérations ne sont pas sans nous rappeler par ailleurs, les projets d'internationalisation du port ottoman au moment de son occupation militaire par les forces armées grecques et bulgare en automne 1912.

Quant à l'origine de cet incendie, on lit dans la correspondance du consul français avec le ministre des affaires étrangères, Alexandre Ribot, que le feu aurait pris naissance de manière accidentelle, dans la cabane d'un réfugié de guerre au Nord-Ouest de la ville. Une éventuelle origine criminelle a aussi été évoquée, mais elle ne fut jamais établie.

---

<sup>8</sup> Parmi les ouvrages consacrés à cet événement on pourrait citer, Alexandra Karadimou-Gerolympou, « La part du feu », dans Gilles Veinstein, *Salonique, 1850-1918 : la 'ville des Juifs' et le réveil des Balkans*, Paris, Autrement, 1992.

<sup>9</sup> Samuele Varsano, « Des Juifs de Salonique à Naples, 1917-1940, un témoignage » dans Elie Carasso (dir.), *Les voix de la mémoire : hommage à Daisy Nahmias Carasso et à tous les Saloniciens disparus*, Tarascon, E. Carasso, 1997.

<sup>10</sup> *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, 1CPCOM/292, n°57, le consul à Salonique à Ribot, le 23 août 1917.

<sup>11</sup> *Ibid.*, le ministre de France auprès du gouvernement albanais à Salonique à Ribot.

Cette version était en partie relayée et véhiculée dans l'espace public, par les représentants des assurances, car les dédommagements dus à leurs assurés, atteignaient des sommes astronomiques et les assureurs essayèrent d'attribuer l'incendie à des actions préméditées de la part des belligérants<sup>12</sup>.

### **Sur les conséquences**

En ce qui concerne les conséquences de cet incendie, on pourrait distinguer deux grandes catégories : les conséquences immédiates liées à la destruction et celles résultant de la restructuration décidée et mise en œuvre par le gouvernement grec.

Parmi les principaux édifices incendiés figuraient l'Hôtel de ville, le Grand Rabbinate, les Eglises byzantines Saint Dimitrios, Saint Nicolas et Sainte Théodora, une trentaine de synagogues, la Mosquée d'Hamza Bey, la Poste et les Télégraphes, tous les grands hôtels et magasins, la Banque Nationale de Grèce, le premier étage de la Banque Ottomane et un grand nombre d'écoles. En ce qui concerne la présence française, le consul de la République, déplore la perte de l'Agence des Messageries maritimes, du couvent et de l'école des Sœurs, de l'Ecole du commerce de la mission laïque et de quelques propriétés privées. Au total environ 70 000 personnes étaient restées sans abri et presque 10 000 bâtiments ont été dévastés. D'après le rapport établi par Alexandros-Anastasios Pallis, à côté de 11 000 citoyens musulmans et 10 000 chrétiens qui ont vu leurs maisons périr dans le feu, il y avait 52 000 citoyens juifs.

Les autorités civiles grecques et militaires alliées ont tout mis en œuvre pour apporter des secours immédiats et assurer le ravitaillement de la population. Elles ont été secourues dans leur œuvre par la Croix-Rouge et les associations, telles que l'Union des Femmes Françaises. Il s'agit des pratiques ayant déjà été mises en place à l'occasion des guerres balkaniques et qui se sont poursuivies pendant et après la Grande Guerre, étoffant des réseaux de solidarité. A cet égard, le consul français, souligne le rôle primordial joué par la religion pendant et après l'incendie, car « on a pu voir les sinistrés se regrouper suivant leur religion et témoigner entre membres d'une même confession d'un très grand esprit de solidarité. »<sup>13</sup>.

Une fois le premier choc de l'incendie passé, le premier ministre grec, Eleftherios Venizélos, interdit la reconstruction de la ville tant qu'un nouveau plan censé rationaliser et moderniser l'espace n'était pas élaboré. Cette opération fut finalement confiée à un comité d'architectes à la tête duquel se trouvait l'urbaniste Ernest Hébrard<sup>14</sup>

---

<sup>12</sup>Sur la question des assurances, voir Aleka Karadimou-Gerolymou, *To χρονικό της μεγάλης πυρκαγιάς* (Chronique du grand incendie), Thessaloniki, University Studio Press, 2002.

<sup>13</sup> *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, 1CPCOM/292, le ministre de France auprès du gouvernement albanais à Salonique à Ribot.

<sup>14</sup> Sur la vie de cet architecte, archéologue et urbaniste français, membre fondateur de la Société française des urbanistes en 1911, voir Haris Yiakoumis, Alexandra Yerolympos, Christian Pedelahore de Loddis,

celui qui dans les années 1920, participera au réaménagement urbain de la ville de Hanoï. A ses côtés, on retrouve un autre Français, Joseph Pleyber, qui lui, s'impliqua dans la rédaction du plan des voiries et d'assainissement. Leurs plans ont été entérinés par une commission parlementaire, dirigée par le ministre des transports Alexandros Papanastassiou, chargée de rédiger une loi pour faciliter l'exécution des chantiers prévus et des décisions adoptées. Parmi ces décisions, il y avait une qui suscita de fortes controverses. Il s'agit de celle d'exproprier tous les propriétaires des immeubles brûlés dans la zone incendiée.

A ce propos, les instances diplomatiques françaises reçurent plusieurs lettres de protestation de la part des ressortissants français. En témoigne la correspondance entre le visiteur provincial des Lazaristes, M. Lobry, au sujet du couvent et de l'école des Sœurs détruits par l'incendie. Le consul français s'efforça de le rassurer en lui expliquant que le gouvernement de la République ne manquerait pas de sauvegarder, le cas échéant, les intérêts des missions françaises, afin de ne pas mettre en danger ce patrimoine séculaire qui constitue « le principe et le foyer de son influence dans ce pays »<sup>15</sup>. Le consul est aussi sollicité par, M. Labussière, agent général des Messageries maritimes, qui a été invité à céder un des immeubles incendiés, appartenant à cette Compagnie. Malgré l'intervention de l'officier français, auprès du représentant du gouvernement grec à Salonique, celui-ci lui avait fait comprendre qu'il était décidé à passer outre à la protestation et à réquisitionner l'immeuble en question. Cette manière d'agir, qui se manifestait d'ailleurs selon le consul français, « d'une façon plus arbitraire encore vis-à-vis des indigènes, justifierait le reproche qu'on adresse au gouvernement grec d'exploiter la situation actuelle dans un esprit purement nationaliste et sans tenir compte des revendications légitimes des sinistrés (...) »<sup>16</sup>. Les indigènes auxquels fait allusion le consul français, sont les membres de la communauté séfarade de la ville. Dans un tel contexte, le Grand Rabbin rend visite au consul français afin de lui faire part de son profond mécontentement au sujet de la spoliation des biens de sa communauté.

Selon le directeur de l'Alliance Israélite Universelle, le dispositif prévu est fort prisé « par les capitalistes d'Athènes qui se sont, paraît-il, déjà arrangés pour se faire concéder tous les terrains à vil prix. La presse grecque est unanime à prôner cette politique, car elle y voit un moyen sûr de déjudaïser Salonique. Les négociants du Pirée y voient également un expédient pour affaiblir l'élément juif de Salonique, détenteur d'une grande partie du commerce balkanique, affaiblissement qui ne manquera pas de profiter à leur port »<sup>17</sup>.

---

*Ernest Hébrard. 1875-1933. La vie illustrée d'un architecte de la Grèce à l'Indochine, Athènes, Potamos, 2001.*

<sup>15</sup> *Archives du Ministère des Affaires Etrangères, 1CPCOM/292, Salonique, le 12 septembre 1917.*

<sup>16</sup> *Idem.*

<sup>17</sup> *Archives du Ministère des Affaires Etrangères, 1CPCOM/292, Joseph Nehama, au consul français à Salonique, le 10 septembre 1917.*

Cette perception des motivations derrière la politique d'expropriations, s'inscrit dans un contexte de relations entre les communautés chrétiennes et israélites à Salonique, marquées pendant la dernière phase de la question d'Orient, par des tensions à plusieurs reprises. Sur un fond d'antisémitisme religieux<sup>18</sup>, était venue se superposer à la fin du XIXe siècle, une strate d'antisémitisme motivé par des rancunes politiques, suite à la défaite militaire grecque de 1897 et son accueil positif par la communauté israélite de la ville. Cette mosaïque d'antisémitisme, s'est aussi complétée par des fragments de compétition économique pour le contrôle du marché de la ville. Cette dernière manifestation d'antagonisme entre les deux communautés, s'est surtout exprimée lors des boycottages respectifs de la main d'œuvre et du commerce israélite d'une part, et des produits de commerçants chrétiens grecophones d'autre part, entre 1908 et 1909<sup>19</sup>, mais aussi suite à l'installation dans la ville des réfugiés chrétiens originaires des conflits dans les Balkans ou l'Anatolie. Par ailleurs, l'adhésion de la majeure partie de la communauté séfarade à la position neutraliste de la Grèce dans le cadre de la Grande Guerre, lui aliéna les sympathies des venizelistes, qui pendant l'entre-deux-guerres flirteront avec la rhétorique d'ennemi intérieur à l'égard des citoyens israélites de Salonique, colportée dans l'espace public par des groupes antisémites tels que les 'trois epsilon'<sup>20</sup>.

En dehors d'une opération de spéculation inspirée par un groupe d'entrepreneurs athéniens, les membres de la communauté israélite de Salonique, entrevoient aussi derrière cette campagne d'expropriation, une manœuvre tendant à entraver le rétablissement de leur situation commerciale et par suite à provoquer l'exode de leurs coreligionnaires au profit de l'élément chrétien grecophone.

Dans cette perspective, des représentants des maisons de commerce, s'adressent au consulat français en se plaignant qu'il est contraire au droit et à l'équité naturelle de prétendre imposer à un propriétaire un terrain situé dans une zone différente de celle qu'il occupait avant l'incendie. Ce raisonnement est aussi développé par le Grand Rabbin Jacob Meïr auprès de l'ambassadeur français à Athènes en septembre 1917. Selon lui, les commerçants seraient tous disposés à se soumettre aux projets d'expropriation du gouvernement grec en vue de l'élargissement des rues et de l'alignement des maisons. Par contre, « ils sont nettement hostiles à toute vente aux enchères même dont ils recueilleraient le bénéfice. Ils désirent conserver le terrain ou la maison, dont

---

<sup>18</sup> Pour un historique de l'antisémitisme en Grèce, voir Bernard Pierron, *Juifs et chrétiens de la Grèce moderne, histoire des relations intercommunautaires de 1821 à 1945*, Paris, L'Harmattan, 1996.

<sup>19</sup> Sur les relations entre les communautés juives et chrétiennes de la ville de Salonique au tournant du XXe siècle, voir Méropi Anastassiadou-Dumont, *op.cit.*

<sup>20</sup> Surnommé ainsi en raison de ses initiales en grec, « Ethniki Enosis Ellados » (Union Nationale de Grèce).

l'emplacement a souvent pour leur commerce, une grande importance »<sup>21</sup>, tient-il à préciser auprès du représentant de la République française.

Joseph Nehama, l'historien de la ville et de sa communauté séfarade, fait remarquer au consul français que les propriétaires constituant à Salonique la classe la plus éclairée, seraient aussi les premiers à s'expatrier aussi, dès que rien ne les attacherait plus au sol. Dépossédés de leurs magasins et de leurs ateliers « les commerçants, les boutiquiers, les industriels, les artisans, ne pourraient plus continuer leur activité. Ils seraient aussi acculés à l'exil, d'autant plus que les assurances en leur réglant la faible part des risques qu'elles avaient assurés, opéreront pour eux une véritable liquidation. La communauté israélite sera ainsi anéantie par un double fléau, l'incendie et l'expropriation, fruit de la cupidité de quelques tripoteurs et de l'ostracisme haineux de certains fanatiques»<sup>22</sup>. Un phénomène migratoire avait déjà commencé à voir le jour, dès le début du XXe siècle, à partir du moment où le gouvernement des Jeunes-Turcs établit la conscription pour tous les sujets ottomans. Cependant, c'est surtout après l'annexion de Salonique à l'Etat grec, que le mouvement s'amplifia<sup>23</sup>. Les mauvaises perspectives économiques, la montée de l'antisémitisme et, dans une moindre mesure, le développement du sionisme poussèrent certains Saloniciens Juifs à partir, principalement en Europe occidentale, en Amérique du Sud, et en Palestine ottomane et britannique.

## Conclusions

Parmi ceux qui sont restés à Salonique, les plus aisés se sont installés pendant l'entre-deux-guerres, dans les villas de la banlieue proche, certaines abandonnées d'ailleurs, par ses citoyens musulmans suite au traité de Lausanne. Côté de leurs concitoyens fortunés de confession chrétienne, ce quartier fut caractérisé par une mixité socio- confessionnelle. Les plus démunis, ont été relogés dans de nouveaux quartiers à l'instar de celui construit grâce à la bienfaisance du baron Hirsch, à côté de la gare. Victimes d'un pogrom perpétré contre eux par des membres du groupe antisémite 'les trois epsilon', au début des années 1930, peu nombreux sont ceux qui échappèrent à la déportation entre 1943 et 1944, alors qu'en même temps, leur héritage était une fois encore exproprié par les occupants nazis et leurs collaborateurs locaux. Ces événements aussi bien que l'incendie de 1917, ont pendant longtemps été effacés de la mémoire de la ville. Ainsi, si l'incendie d'une autre ville portuaire ottomane, celle de Smyrne en 1922, occupa-t-elle, une place importante dans l'imaginaire collectif, celui de Salonique, tomba dans l'oubli. Peut-être que la publication ces derniers temps, de travaux historiographiques sur des sujets tabous de

---

<sup>21</sup> *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, 1CPCOM/292, Robert de Billy à Alexandre Ribot, Athènes, le 16 septembre 1917.

<sup>22</sup> *Archives du Ministère des Affaires Etrangères*, 1CPCOM/292, Joseph Nehama, au consul à Salonique, le 10 septembre 1917.

<sup>23</sup> Pour l'évolution sociodémographique et spatiale de la ville au XXe siècle, voir Régis Darques, *Salonique, au XXe siècle : de la cité ottomane à la métropole grecque*, Paris, CNRS, 2000.

l'histoire locale et de l'histoire de la Grèce contemporaine en général, visant à restaurer un récit pluriel du passé ou proposer une reconstitution de passés multiples, saurait être un remède contre les phénomènes d'amnésie collective et/ou de mémoire sélective. Peut-être aussi qu'à l'occasion du centenaire de l'incendie de 1917, la ville approfondira ses efforts pour affronter son passé et reconnaître les héritages sombres qui ont permis sa planification urbaine moderne.